

**CONSEIL D'ETAT**

Château cantonal  
1014 Lausanne

Direction du droit international public  
Département fédéral des affaires  
étrangères  
Palais fédéral ouest  
3003 Berne

Par mail : [dv.voelkerrecht@eda.admin.ch](mailto:dv.voelkerrecht@eda.admin.ch)

Réf. : 25\_COU\_6050

Lausanne, le 10 décembre 2025

**Contre-projet direct à l'initiative populaire "Sauvegarder la neutralité suisse  
(initiative sur la neutralité)" (24.092)**

---

Madame, Monsieur,

Par courrier du 23 septembre 2025, le Conseil d'Etat a été invité à prendre position sur le contre-projet direct à l'initiative populaire « sauvegarder la neutralité suisse », ce dont il vous remercie.

Après examen, le Gouvernement vaudois peut adhérer à cette proposition de contre-projet direct à l'initiative. Il estime que l'inscription du principe de neutralité dans la Constitution peut être soutenue, à condition qu'elle soit envisagée comme un instrument de politique extérieure et non comme une fin en soi, conformément à l'approche retenue par le contre-projet. La politique de neutralité constitue un pilier de la politique extérieure de la Suisse, et doit conserver la flexibilité nécessaire pour s'adapter à l'évolution du contexte géopolitique international, ce que compromettrait l'acceptation de l'initiative.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat estime que l'ancrage constitutionnel du principe de neutralité, tel que prévu par le contre-projet, permettrait d'en concrétiser les objectifs : garantir l'indépendance et la sécurité du pays, prévenir et contribuer à la résolution des conflits, ainsi qu'offrir les bons offices de la Suisse en qualité de médiatrice. Une telle inscription ne limiterait toutefois pas la capacité de la Confédération à participer à des sanctions économiques ou à des programmes de défense, devenus essentiels pour la sécurité nationale.

En vous remerciant d'avoir donné la possibilité au Conseil d'Etat vaudois de se déterminer sur cet objet, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de notre haute considération.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

LA PRESIDENTE



Christelle Luisier Brodard

LE CHANCELIER



Michel Staffoni